

Sommaire

- Campagne électorale
 - Les OC veulent des engagements chiffrés
 - ACA et justice fiscale
 - Jeunes
 - Autonomie alimentaire
 - Limitations fonctionnelles
 - CHU en PPP
 - Familles monoparentales et recomposées
 - Santé mentale
 - Taxe santé
 - Égalité
 - Lutte à la pauvreté
- Les groupes sociaux réclament un changement de cap du prochain gouvernement
- 10e anniversaire de la création des CSSS
- Arrestations du 15 mars : Plus de 50 organisations interpellent...
- Pour la pleine liberté d'expression des médias indépendants...
- PL C-14 : L'AGIDD-SMQ plaide pour le respect des droits
- Campagne 10 milliards \$ de solutions
- Campagne réforme du mode de scrutin
- Prix Orange et Citron de l'AGIDD-SMQ
- Brochure - indicateurs de droits humains
- Capsule sur l'hypersexualisation
- Document sur la justice reproductive
- Capsule sur la surveillance électronique et le contrôle des populations
- SNSVAC 2014 - Agir, parce que le silence est lourd de conséquences
- Prendre une pause, ç'a du bon!
- 40e semaine de l'action bénévole au Québec
- Forum sur les perspectives pour les droits humains
- Autres colloques

CAMPAGNE ELECTORALE

Les groupes communautaires veulent des engagements chiffrés de tous les partis

Bien que tous les partis politiques soient favorables à l'augmentation du financement des organismes communautaires œuvrant en santé et services sociaux, la majorité d'entre eux ne présentent pas d'engagements électoraux chiffrés en ce sens. C'est ce qui ressort des réponses obtenues par les organismes qui participent à la campagne Je tiens à ma communauté > Je soutiens le communautaire.

Rappelons que le 14 mai dernier, les quatre partis politiques représentés à l'Assemblée nationale ont adopté unanimement une motion demandant au gouvernement de rehausser le financement des organismes d'action communautaire autonome en santé et services sociaux. À ce titre, il aurait été cohérent que cela transparaisse dans les engagements électoraux de ces partis.

« Nous déplorons que deux partis n'aient pas profité de la campagne électorale pour concrétiser les engagements qu'ils ont pris il y a moins d'un an et nous espérons qu'ils rectifieront le tir. Quant aux partis qui promettent de rehausser le financement des organismes communautaires, nous attendons d'eux qu'ils respectent leurs promesses, peu importe le rôle qu'ils joueront après les élections» de souligner Mercedes Roberge, co porte-parole de la campagne Je soutiens le communautaire.

« Le soutien des organismes communautaires profite à toutes les communautés du Québec et à des centaines de milliers de Québécoises et Québécois. Il ne s'agit pas d'un enjeu partisan, mais plutôt de l'avenir de notre société. Nous demandons à toutes les formations politiques de profiter de la dernière semaine de campagne pour affirmer ou réaffirmer leurs engagements. Le milieu communautaire et leurs membres en prendront acte au moment du scrutin », de conclure Sébastien Rivard, co porte-parole de la campagne Je soutiens le communautaire.

Le communiqué complet et les réponses intégrales des partis politiques sont disponibles au <http://jesoutienslecommunautaire.org/action/elections-2014/>

La Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles est formée de 39 regroupements nationaux actifs à la grandeur du Québec. Ceux-ci représentent différents secteurs et différentes problématiques liées à la santé. À travers ses membres, la Table rejoint plus de 3 000 groupes communautaires de base de toutes les régions du Québec et de tous les secteurs. L'équipe de la Table est composée de Mercedes Roberge, coordonnatrice et Kim De Baene, responsable des communications et des liaisons avec les membres.

CAMPAGNE ÉLECTORALE (SUITE)

ACA et justice fiscale

Le RQ-ACA, dont la Table est membre, invite les différents partis politiques à présenter leurs engagements en matière de reconnaissance et de financement de l'action communautaire autonome (ACA) et à énoncer leurs propositions en matière de justice fiscale et de justice sociale.

En ce qui concerne le financement des organismes, cela constitue une préoccupation centrale pour les 4000 groupes d'ACA qui sont sous financés pour répondre aux besoins qui sont criant dans de nombreuses sphères d'activités. Alors que la première ministre Marois annonçait le 30 octobre dernier un soutien gouvernemental à l'action communautaire se chiffrant à 162M\$ sur cinq ans, le RQ-ACA souhaite savoir si les différents partis politiques, non seulement respecteraient cet engagement s'ils sont portés au pouvoir, mais le bonifieraient afin de combler l'ensemble des besoins des groupes d'ACA. Le manque à gagner se situant à plus de 300M\$. ++

Jeunes



La Coalition Interjeunes, représentant plus de 350 organismes communautaires jeunesse présents sur l'ensemble du territoire québécois, a interpellé les principaux partis politiques afin de connaître leurs engagements en matière jeunesse. Les réponses obtenues laissent perplexe tant elles témoignent d'une méconnaissance des principales difficultés que rencontrent des milliers de jeunes pour faire leur place dans la société québécoise. Dans un contexte de vieillissement de la population, c'est même un grand sujet d'inquiétude. Tous les partis promettent la relance économique, quelquefois comme solution aux difficultés des jeunes : c'est oublier qu'une telle relance économique est elle-même tributaire de la capacité des jeunes d'y trouver leur place et d'y contribuer. ++

Autonomie alimentaire

Le RCCQ, un regroupement membre de la Table, interpelle les différents partis politiques à s'engager pour la défense du droit à l'alimentation pour toutes et tous, et ce, dans une perspective d'autonomie alimentaire. «En effet, bien que l'alimentation soit reconnue comme un droit humain fondamental par la Déclaration universelle des droits de l'homme, une enquête de Banques alimentaires Canada, une enquête de Banques alimentaires Canada, qui dresse annuellement un rapport sur la faim et l'utilisation des banques alimentaires au pays., démontre une augmentation de 23% des Canadiens ayant eu recours à l'aide d'une banque alimentaire depuis 2008. Pire encore, plus du tiers de ces personnes étaient des enfants», explique Mathieu Boily, coordonnateur général du RCCQ. ++

Limitations fonctionnelles

La COPHAN, un regroupement membre de la Table, a réuni les principaux partis politiques québécois dans le but de les entendre sur certains dossiers particuliers aux personnes ayant des limitations fonctionnelles et à leurs proches. Malgré plusieurs intentions intéressantes, telles que la poursuite d'une réflexion sur la reconnaissance de la Langue des signes québécoise et la confirmation de quelques annonces préélectorales, dont l'assurance autonomie, par le Parti Québécois, la révision des divers programmes gouvernementaux du parti libéral et de la Coalition Avenir Québec, ou le revenu minimum garanti de Québec Solidaire, la COPHAN se désole qu'aucun parti n'ait pris d'engagements concrets. ++

CHU en PPP

La campagne électorale bat son plein et la question des CHU en PPP est rarement évoquée. Pourtant, les CHU en PPP ont un poids considérable sur les finances publiques et le processus d'attribution des contrats pose encore plusieurs questions auxquelles il n'y a toujours pas de réponse. C'est pourquoi plusieurs groupes interpellent les partis politiques sur leurs positions respectives sur les CHU en PPP. ++

CAMPAGNE ÉLECTORALE (SUITE)

Familles monoparentales et recomposées

La FAFMRQ, un regroupement membre de la Table, interpelle les partis afin de connaître les mesures qu'ils entendent prendre pour améliorer les conditions de vies des familles monoparentales et recomposées ! Les questions adressées portent notamment sur la lutte à la pauvreté, le détournement des pensions alimentaires pour enfants dans les programmes gouvernementaux, les mesures de conciliation famille-travail-études (dont la tarification des services de garde). De plus, la FAFMRQ demande des engagements fermes quant au financement de la mission des organismes communautaires Famille ainsi que sur les ententes en partenariat public/philanthropique avec la Fondation Chagnon. ++

Santé mentale

L'AGIDD-SMQ, un regroupement membre de la Table, a aussi interpellé les différents partis. Elle demande des réponses à une série de questions touchant plusieurs thèmes essentiels dans la vie des citoyens et citoyennes vivant ou ayant vécu un problème de santé mentale. Ces questions concernent des enjeux individuels et collectifs. ++

Taxe santé



La dernière semaine de mars, les centres de femmes du Québec ont uni leurs forces politiques pour que cette campagne électorale mène enfin à l'abolition de la taxe santé. Signature de lettres d'appuis, déploiement de

bannières, tapissage de bureaux électoraux, perturbation de débats, envoi de communiqués... plusieurs moyens ont été utilisés lors de cette semaine pour signifier clairement aux candidatEs qu'il est nécessaire d'abolir la taxe santé. ++

Égalité

Garantir l'accès aux services sociaux et aux soins de santé à toutes les femmes

Plateforme politique Groupe des 13

politiquesfeministes2014.com

Le Groupe des 13, composé de plusieurs regroupements aussi membres de la Table, a fait parvenir ses revendications aux différents partis en lice et attend des réponses. Un microsite, dédié à la campagne, propose une plateforme politique féministe contenant des revendications, une lettre modèle pour interpeller les partis, des questions à poser, les réponses des partis, etc. De plus, chaque jour, une thématique à prioriser et diffuser circule à travers vos réseaux sociaux. ++

Lutte à la pauvreté

Le 27 mars dernier, tout juste avant le débat des chefs, des organisations nationales ont pris la parole pour dénoncer le silence entourant plusieurs enjeux majeurs qui n'ont pas été traités depuis le début de la campagne électorale.

Ils ont demandé aux partis politiques de prendre leurs responsabilités en présentant des engagements pour diminuer les inégalités de revenus et pour lutter contre la pauvreté, deux défis pour ainsi dire évacués de la présente campagne électorale.

Renée Fortin, de L'R des centres de femmes du Québec, a souligné que les femmes sont particulièrement touchées par les hausses de tarifs et l'instauration de nouvelles tarifications, comme la taxe santé. « Les personnes en situation de pauvreté, en majorité des femmes, n'ont pas de marge de manœuvre dans leur budget pour payer cette tarification croissante de nos services publics », insiste-t-elle. ++

La Coalition a participé à la manifestation contre l'austérité. Les groupes sociaux réclament un changement de cap du prochain gouvernement



La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, dont la Table est membre, a appuyé la manifestation nationale contre l'austérité organisée par l'Association pour une solidarité syndicale (ASSÉ). Des membres de groupes sociaux, autant communautaires, féministes que syndicaux, y ont

marché aux côtés des étudiantes et étudiants pour dénoncer le recours accru à des mesures d'austérité. La Coalition s'inquiète de l'augmentation des inégalités sociales au Québec causée notamment par la tarification et la privatisation des services publics, les compressions budgétaires et les coupures dans les programmes sociaux comme celles à l'aide sociale.

Au lendemain de la hausse de 4,3% des tarifs d'Hydro-Québec, la Coalition soutient que cette tarification croissante des services publics comme la hausse des frais de scolarité, l'instauration de la taxe santé, auxquelles pourraient s'ajouter une hausse des tarifs des CPE ou encore l'assurance-autonomie, appauvrit la majeure partie de la population. « Les femmes, qui gagnent encore en moyenne 70% du salaire des hommes, sont particulièrement touchées par ces hausses de tarifs », rappelle Lyse Cloutier de L'R des centres de femmes du Québec. « L'égalité de fait n'est pas encore atteinte et pour qu'elle soit une réalité, il faudrait aller dans la direction inverse : renforcer les services publics plutôt que de les marchander! » affirme-t-elle. ++

10e anniversaire de la création des CSSS : Il est grand temps de prendre acte des problèmes de notre réseau!

Une centaine de participant-es, dont des représentants de la Table, ont assisté à l'assemblée publique de la Coalition solidarité santé pour dresser ce bilan. Entre les promesses de l'époque et la réalité d'aujourd'hui, on ne peut faire autrement que de noter un écart important. Pour la Coalition solidarité santé, il est temps de prendre acte des problèmes que cette réforme a entraînés et de développer des solutions pour assurer des services de santé et de services sociaux universels, accessibles et gratuits.

L'assemblée publique a permis de placer la question des effets de la création des CSSS dans l'espace public. En donnant la parole à quatre panélistes spécialistes de ce sujet, la Coalition voulait ainsi démontrer l'urgence de mener une réflexion sur le bilan à dresser de cette réforme. ++



Arrestations du 15 mars

Plus de 50 organisations interpellent les élu-e-s municipaux

Après la publication de la lettre signée par 120 intellectuel-le-s, c'est au tour des organisations syndicales, étudiantes, communautaires, féministes et de défense des droits de dénoncer la dérive policière du 15 mars dernier. La Ligue des droits et libertés (LDL), appuyée par 55 autres organisations, dont la Table, demande aux élu-e-s municipaux d'intervenir pour que de telles atteintes à la liberté d'expression ne se reproduisent plus.

L'arrestation massive survenue le 15 mars dernier confirme une fois de plus ce que les organisations dénoncent depuis

plus d'un an : le règlement P6 brime le droit de manifester et ouvre la porte à l'arbitraire policier et au profilage politique. « Les élus ne peuvent fermer les yeux sur un cas aussi flagrant de profilage politique de la part des forces policières », affirme Dominique Peschard, président de la LDL.

« En tolérant certaines manifestations, tout en réprimant d'autres, le SPVM fait preuve de discrimination fondée sur les convictions politiques », ajoute Marie-Claude St-Amant, porte-parole de l'Association des juristes progressistes. ++

Pour la pleine liberté d'expression des médias indépendants en période électorale

3 médias indépendants appuyés par une centaine de personnes du milieu des communications, de la culture et des médias, dont la Table par la signature de son président, réclament le retour en ligne du court-métrage « La charte des élections » et appellent les partis politiques à se positionner pour une réforme de la loi électorale.

Le 24 mars 2014, trois médias citoyens indépendants (99% Média, Les Alter Citoyens et GAPP) ont reçu une mise en garde du

Directeur général des élections (DGE) exigeant le retrait du court-métrage documentaire « La Charte des élections », considéré comme une « dépense électorale ». La thèse de ce court-métrage s'inscrit dans une démarche documentaire s'intéressant aux dérives actuelles du monde politique qui affecte les grandes orientations de l'ensemble des partis politiques. Cet incident a semé une grande inquiétude parmi les médias indépendants sur la reconnaissance de leur statut et soulève des questions de fonds sur la liberté de presse. ++

PROJET DE LOI C-14

L'AGIDD-SMQ plaide pour le respect des droits fondamentaux

Le 6 mars dernier, l'AGIDD-SMQ, un regroupement membre de la Table, a plaidé pour le respect des droits fondamentaux des personnes vivant un problème de santé mentale dans le cadre des auditions concernant le projet de loi C-14 (anciennement C-54).

« Lors des audiences portant sur le projet de loi C-54, une panoplie d'acteurs ont décrié que les changements au Code criminel demandés nuisent aux principes de justice fondamentale et à l'esprit même de la Charte canadienne des droits et libertés. Malheureusement, le projet C-14 est pratiquement une copie conforme du projet initial. Pire encore, il comporte désormais un amendement portant atteinte à la vie privée », de s'indigner Doris Provencher, directrice générale de l'AGIDD-SMQ. ++



AGIDD-SMQ

ASSOCIATION DES GROUPES D'INTERVENTION
EN DÉFENSE DES DROITS EN SANTÉ MENTALE
DU QUÉBEC

Campagne 10 milliards \$ de solutions



L'austérité budgétaire n'est pas une fatalité! Avec sa campagne 10 milliards de \$ de solutions, nous avons les moyens de faire autrement, la Coalition se mobilise pour une meilleure redistribution de la richesse. Elle propose 19 solutions

fiscales pour financer adéquatement les services publics et les programmes sociaux sans recourir aux compressions et à la tarification des services publics.

La richesse existe! Au cours de la campagne, la coalition diffusera 5 fiches thématiques qui permettront à la population de mieux s'informer sur différentes solutions fiscales.



La Coalition propose notamment d'augmenter le nombre de paliers d'imposition, de restaurer la taxe sur le capital des banques, de mieux contrôler le coût des médicaments et d'augmenter l'impôt des grosses entreprises.

La fiche générale porte sur l'ensemble des solutions fiscales. Les 4 autres fiches sont des fiches thématiques explicitant 4 des 19 solutions fiscales !

Nous vous invitons à les consulter et à les diffuser largement dans vos réseaux ! Nous vous invitons à utiliser la signature visuelle de la campagne et le mot-clic #10milliards pour relayer les fiches sur Twitter et facebook.

www.nonauxhausses.org/10-milliards

Campagne pour la réforme du mode de scrutin

Le 22 mars dernier, le Mouvement pour une nouvelle démocratie (MDN) lançait une vaste campagne de mobilisation citoyenne en faveur de la réforme du mode de scrutin.

Depuis 1970, le Québec a vécu trois processus de réforme du mode de scrutin. À chaque fois, une forte majorité des intervenant-es s'est prononcée en faveur d'un nouveau mode de scrutin par le biais de consultations publiques, de commissions parlementaires ou de pétitions. Après quatre décennies de piétinement et de volte-face des partis traditionnels, qui se sont pourtant prononcés à tour de rôle en faveur d'un mode de scrutin proportionnel, le dossier est au point mort parce que la volonté politique n'existe pas et que prime un opportunisme électoral à courte vue. Pour le Mouvement pour une démocratie

nouvelle, il ne fait aucun doute : il faut encore une fois que la population s'en mêle. ++



APPUYER COMPRENDRE PARTICIPER

VOTEZ avant le 15 mai 2014 au prix Orange et Citron de l'AGIDD-SMQ



Depuis 1996, l'AGIDD-SMQ, un regroupement membre de la Table, organise la remise des prix Orange et Citron afin de mobiliser autour

de la question du respect des droits des personnes vivant ou ayant vécu un problème de santé mentale. Les nominés sont choisis par le conseil d'administration de l'AGIDD-SMQ ; un vote populaire permet de déterminer les récipiendaires de ces prix. C'est une façon concrète et originale de démystifier la «folie» dans son langage et dans son essence. ++

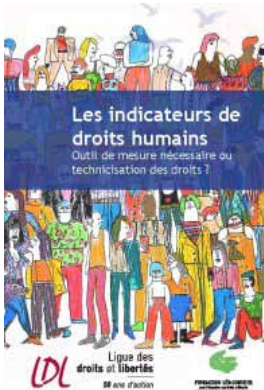
Document sur la justice reproductive



La justice reproductive est à la fois un cadre d'analyse et de pratiques et un mouvement social qui a émergé aux États-Unis pendant les années 1990. Le terme est le résultat de l'amalgame entre «justice sociale» et «droits reproductifs». La justice

reproductive situe l'accomplissement de la pleine autonomie sexuelle et reproductive des femmes et des filles au sein d'un projet plus large de justice sociale. La FQPN, un regroupement membre de la Table, utilise ce cadre d'analyse et de pratiques pour orienter ses réflexions et ses activités... venez en apprendre plus sur ce mouvement et sa capacité transformative pour les mouvements en santé des femmes. ++

Brochure sur les indicateurs de droits humains



Cette brochure produite par la LDL explique la méthodologie que propose le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en matière d'indicateurs de droits humains. Le recours croissant aux indicateurs dans toutes les sphères de la société soulève plusieurs questions du point de vue des droits humains. Tout en posant ces questions, la Ligue reconnaît l'intérêt des indicateurs pour

mettre en lumière les problèmes de société et propose quelques pistes de réflexion pour un usage des indicateurs compatible avec la réalisation des droits humains. ++

Capsule sur la surveillance électronique et le contrôle des populations



Au-delà des atteintes à la vie privée, la surveillance des populations remet en question plusieurs droits fondamentaux dans une société démocratique, dont

le droit d'association et la liberté d'expression. Au cours de son histoire, la Ligue des droits et libertés est intervenue à de multiples reprises pour dénoncer la surveillance électronique et le contrôle des populations. Cette surveillance prend aujourd'hui de nouvelles formes et la mobilisation est plus nécessaire que jamais. Découvrez cette troisième capsule réalisée dans le cadre de l'année du 50e anniversaire de la LDL. ++

Capsules sur l'hypersexualisation



Le Y des femmes de Montréal et sa Fondation a lancé quatre capsules vidéos sur l'influence de l'hypersexualisation sur les jeunes. Ce lan-

cement marque le début d'une vaste campagne de sensibilisation sur ce phénomène qui affecte particulièrement les filles et les femmes. Elle se déploiera à travers les écoles primaires du Québec afin de sensibiliser et d'outiller les parents. ++

SNSVAC 2014 - Agir, parce que le silence est lourd de conséquences

La neuvième édition de la Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels - qui débute dimanche prochain - offre l'occasion de rappeler l'importance d'agir comme société et comme individus pour briser le silence entourant les agressions à caractère sexuel. Le Regroupement québécois des CALACS, un regroupement membre de la Table, souligne 35 années d'engagement dans cette lutte, qui se poursuit grâce à l'action de 25 centres membres et de nombreux partenaires. ++

6 au 12 avril 2014 : 40e semaine de l'action bénévole au Québec



La passion habite les bénévoles. Leur engagement est entier, que ce soit envers une cause qu'ils ont adoptée ou par plaisir spontané. Collectivement, ils se dévouent de la tête aux pieds, apportant une contribution essentielle à la qualité de vie des communautés. Individuellement, chaque bénévole partage ses atouts intellectuels, compétences, aptitudes physiques et autres

talents. C'est par l'ensemble de ces actions que les bénévoles rayonnent à leur façon dans leur milieu!

Tout comme des centaines d'organisations qui ont souligné l'implication de milliers de bénévoles au fil du temps, nous vous invitons à faire la promotion du bénévolat et à reconnaître le rayonnement des gens engagés dans votre communauté!

Pour souligner la quarantième édition de la Semaine de l'action bénévole au Québec, la FCABQ est fière de publier le [cahier spécial 40 ans de rayonnement](#). Pour en savoir plus sur la Semaine : www.fcabq.org.

5 au 11 mai 2014 : Prendre une pause, ç'a du bon!



L'Association canadienne pour la santé mentale — Division du Québec (ACSM), un regroupement membre de la Table, est le maître d'œuvre de l'édition québécoise de la Semaine de la santé mentale (SNSM) qui aura lieu du 5 au 11 mai 2014. Cette nouvelle campagne de promotion de la santé mentale fera suite à celle qui s'intitulait « Tu es formidable, le sais-tu? » et qui a été un franc succès à travers le Québec. Nous vous invitons à agir à titre de partenaires et de relayeur car « être bien dans sa tête, ça regarde tout le monde ! »

En mai 2014, le Réseau québécois de l'Association canadienne pour la santé mentale lance sa nouvelle campagne « Prendre une pause, ç'a du bon! » pour souligner l'importance de privilégier la qualité à la rapidité dans notre quotidien. Elle proposera, entre autres, vingt-deux façons de prendre des temps d'arrêt dans le but de favoriser un meilleur bien-être psychologique.

La culture de la vitesse est si bien ancrée dans nos rythmes de vie qu'il est difficile de trouver des moments pour reprendre notre souffle. Ce contexte sociétal de performance excessive entraîne des répercussions négatives sur notre santé mentale, et ce, même sans en être pleinement conscient. D'ailleurs, prenez-vous encore le temps de lire une histoire complète à vos enfants sans vous dépêcher ou lisez-vous le plus vite possible afin de reprendre vos tâches de travail ? Est-ce que vous vous sentez coupable lorsque vous ne faites rien ?

Afin de contrer cette triste réalité, notre association a donc décidé d'invoquer le pouvoir de la pause et d'en faire des outils de promotion en santé mentale. L'idée n'est pas d'arrêter de mener une vie active. Il s'agit plutôt de réduire notre rythme, lorsque nécessaire, pour nous permettre de mieux mordre dans la vie avec toute l'énergie qui nous est propre !

Nous vous invitons à télécharger ou à commander nos outils promotionnels : affiches, brochures pour les ados et pour les 18-128 ans, aimants, cartes à donner, dépliants pour les milieux de travail à l'adresse suivante www.etrebiendanssatete.ca. Ils contiennent des trucs et astuces qui vous inspireront parce que... Prendre une pause, ç'a du bon !

Colloques

Forum sur les perspectives pour les droits humains

25 avril 2014, de 9h00 à 17h00
À l'UQAM
Le forum sera suivi d'un 5 à 7



Informations et inscriptions :
www.liguedesdroits.ca
info@liguedesdroits.ca
(514) 849-7717, poste 21

Organisé par :



Ligue des
droits et libertés

30 ans d'action

Forum sur les perspectives pour les droits humains

Le 25 avril, la Ligue des droits et libertés convie les organisations qui adhèrent aux conclusions du Rapport sur l'état des droits humains au Québec et au Canada à un forum sur les perspectives pour les droits humains.

L'ordre économique, social et politique actuel n'est pas en mesure d'assurer la réalisation des droits humains : telle est la conclusion du rapport publié en juin 2013 par la Ligue des droits et libertés sur la situation des droits humains au Québec et au Canada. Trois tendances propres à ce modèle sont pointées du doigt : la primauté à la croissance économique, le tout au marché et l'effritement de vie démocratique.

Mais, quelles seraient les alternatives? Quelles stratégies de lutte ou d'interventions mettre de l'avant pour rompre avec ce modèle et ces trois tendances? Telles sont les questions que nous vous proposons d'aborder lors du Forum sur les perspectives pour les droits humains.

Le 25 avril 2014, de 9h00 à 17h00
Local A-1785, UQAM, Université du Québec à Montréal (UQAM)
[++ Pour en savoir plus...](#)

Les autorisations judiciaires de soins: le trou noir de la psychiatrie

Quoi ? Colloque avec les conférenciers suivants : l'honorable Suzanne Hardy-Lemieux, Me Jean-Pierre Ménard et Madame Emmanuelle Bernheim.

Organisé par : AGIDD-SMQ

Quand ? 27 mai 2014

Où : Centre Saint-Pierre, Montréal

[++ Pour en savoir plus...](#)

Les âges de la vie : reconfigurations et enjeux pour les femmes

Quoi ? Colloque interdisciplinaire avec d'échanges et de ressourcement, en compagnie de spécialistes œuvrant dans différents domaines et disciplines. Seront abordées les questions et enjeux soulevés, dans les divers aspects de nos vies personnelle, professionnelle et sociale, par les différents âges de la vie.

Organisé par : Université féministe d'été

Quand ? 18 au 23 mai 2014

Où ? Université Laval, Québec

[++ Pour en savoir plus...](#)

Les Rendez-vous annuels - Ce que je suis fait la différence !

Quoi ? Les personnes engagées auprès des aînés sont appelées à côtoyer des gens vivant avec des troubles cognitifs. Par des jeux de rôles et des mises en situation, Nicole Poirier mènera à porter un regard neuf sur ces troubles et à découvrir que la différence faite par les bénévoles dans la vie des gens.

Organisé par : Présages

Quand ? Avril et mai 2014

Où ? Différentes régions du Québec

[++ Pour en savoir plus...](#)

Destinations pour tous : Se concerter à l'international, agir dans chacune de nos communautés

Quoi ? Un événement qui vise à mettre en commun l'expertise des partenaires dédiés au développement du tourisme inclusif et à concevoir une stratégie commune à l'international.

Organisé par : Kéroul (membre de la COPHAN)

Quand ? 19 au 22 octobre 2014

Où ? Montréal

[++ Pour en savoir plus...](#)